Quelles revendications syndicales pour débarrasser les personnels des pressions hiérarchiques ?

Le poison néomanagérial à l'œuvre dans la Fonction publique s'insinue aussi dans l'Education Nationale : 2006, réforme De Robien de l'Education Prioritaire et mise en place des premier-ières « référent-es » ; 2007, installation des conseils pédagogiques ; 2009, remplacement des projets d'établissement par les contrats d'objectifs ; 2012, réforme Peillon des statuts et lancement des IMP ; 2016, instauration des rendez-vous-carrière. Les choses se sont accélérées avec le rouleau-compresseur Blanquer. Au menu : casse de l'Education Prioritaire, deux heures supplémentaires imposables, « auto »-évaluation des établissements, réforme du recrutement et de la formation des enseignant-es...

La précarité, un cheval de Troie prêt à devenir la règle ?

Dans un récent article du Monde¹, nous trouvons confirmation d'un constat syndical : celui de l'augmentation du nombre de précaires dans la Fonction publique (+50% entre 2005 et 2019). Iels représentent aujourd'hui près de 20% de l'emploi public, avec une accélération marquée ces dernières années, sans doute à mesure que certaines professions, comme celle d'enseignant-es, trouvaient moins de candidat-es aux concours de recrutement. Cette évolution est liée à des choix politiques assumés qui tendent à réduire la dépense publique. Quand les politiques néolibérales font valoir un pragmatisme contre les « rigidités » du statut afin de prétendre mieux s'adapter aux besoins du service public, ou encore pour répondre aux soi-disant attentes d'une jeunesse qui ne serait pas prête à s'engager « à vie », nous devons rappeler avec force que les principes de neutralité et d'indépendance des fonctionnaires, premières garanties de la qualité du service rendu, ne sont pas compatibles avec les pressions liées à ces nouvelles formes de recrutement contractuel.

Nous sommes à un tournant, où les logiques néolibérales éprouvées auprès des plus précaires sont en passe de devenir la norme, pour une entrée dans le métier et des conditions d'emploi dégradées pour tou-tes. Ainsi, la reconfiguration des contrats d'AED en contrats dits de « pré-professionnalisation » pour des étudiant-es en master. Qu'apprendront ces futur-es collègues précaires ? Deviendront-iels ainsi de meilleur-es pédagogues ou bien des collègues mieux rompu-es à se soumettre aux pressions hiérarchiques, dès avant leur recrutement ?

Que peut revendiquer le SNES-FSU ?

D'abord, il nous faut continuer de lutter résolument (et fédéralement) contre la réforme de la Fonction publique et contre le développement de la contractualisation contre le statut. En tant que syndicalistes, nous devons aussi insister sur le fait que la formation des contractuel-les est trop souvent limitée à la portion congrue, qu'iels sont souvent les plus exposé-es aux pressions de la hiérarchie, dont les avis annuels ont un impact direct sur le renouvellement des CDD. Aussi, plus que des aides financières telles que celles proposées dans le thème 2, ces collègues ont besoin de l'appui du SNES-FSU pour avancer des revendications allant dans le sens du renforcement de leurs droits, vers la fin du recrutement en CDD, et surtout, vers la titularisation afin que se referme le robinet de la précarité.

1 Benoît Floc'h, « *Le recours accru aux contrats, une révolution silencieuse dans la fonction publique* », consulté en ligne le 13/04/2021 : https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/04/12/le-recours-accru-aux-contrats-une-revolution-silencieuse-dans-la-fonction-publique_6076431_823448.html

Pour les fonctionnaires, les rendez-vous-carrière sont porteurs de pressions hiérarchiques renforcées par la proximité des rendez-vous-carrière entre eux et leur place dans la carrière (au moment où les pratiques s'installent et s'encrent, d'autant plus si l'institution en promeut certaines). Le SNES-FSU doit revendiquer l'accompagnement syndical à tous les stades des rendez-vous-carrière (à défaut de leur suppression), mais aussi armer les équipes syndicales dont les S1, contre le néomanagement sous toutes ses formes.

Damien Besnard et Marie Haye, Ecole Emancipée.